

quinze siècles, la résurrection de l'Empire sur les collines fatidiques de Rome. »

Les relations internationales vues par Mussolini : le discours de Milan (1er nov. 1936)

« Chemises Noires de Milan !

Par le discours que je vais prononcer devant vous (...) je veux définir la situation de l'Italie fasciste au point de vue de ses relations avec les autres peuples de l'Europe, à cette heure si pleine de troubles et d'inquiétudes. (...)

Si l'on veut éclaircir l'atmosphère politique de l'Europe, il faut d'abord faire table rase de toutes les illusions, de tous les lieux communs, de tous les mensonges conventionnels, de toutes les épaves du grand naufrage des idéologies wilsoniennes. Une de ces illusions s'est écroulée : c'est celle du désarmement. Personne ne veut désarmer le premier et désarmer tous ensemble, c'est impossible et c'est absurde. (...) Pour nous fascistes, habitués à examiner froidement les réalités de la vie et de l'histoire, une autre illusion que nous repoussons c'est celle qui se dénomme la « sécurité collective ». La sécurité collective n'a jamais existé, elle n'existe pas et n'existera jamais. Un peuple viril réalise dans ses frontières sa propre sécurité et refuse de confier son avenir aux mains suspectes des étrangers. (...)

Pour la Société des Nations, le dilemme se pose en termes très clairs : ou se renouveler, ou disparaître. Puisqu'il est extrêmement difficile pour elle de se renouveler, elle peut tranquillement, en ce qui nous concerne, disparaître. De toute façon, nous n'oublierons jamais que la Société des Nations a organisé, avec des méthodes d'une habileté diabolique, une inique agression contre le peuple italien. (...) elle a cherché à briser notre effort militaire, à s'opposer à l'oeuvre de civilisation que nous accomplissions à environ 4 000 km de la mère patrie. Elle n'a pas réussi ; (...).

Du reste, pour faire une politique de paix, il n'est pas nécessaire de passer par les dédales de la Société des Nations. (...) Après dix-sept ans de polémiques, de frictions, de malentendus, de problèmes restés en suspens, des accords avaient été, en janvier 1935, conclu avec la France. Ces accords pouvaient et devaient ouvrir une ère nouvelle de relations vraiment amicales entre les deux pays. Mais vinrent les sanctions. Naturellement, l'amitié des deux nations subit un premier refroidissement. (...) Il est de toute évidence que tant que le gouvernement français gardera vis-à-vis de nous une attitude d'attente réservée, nous ne pourrons que l'imiter. (...)

Avec les accords du 11 juillet, une ère nouvelle s'est ouverte dans l'histoire de l'Autriche moderne (...) et j'ai la conviction que ces accords ont fortifié la stabilité de cet État et en ont aussi grandement garanti l'indépendance.

Tant que justice n'aura pas été rendue à la Hongrie, il ne pourra pas y avoir de règlement définitif des questions qui intéressent le bassin du Danube. La Hongrie est vraiment la grande mutilée : quatre millions de Magyars vivent en dehors de ses

frontières actuelles. En voulant appliquer minutieusement une justice trop abstraite, on est tombé dans une injustice encore plus grande. (...)

Dans ces derniers temps, l'atmosphère diplomatique s'est grandement améliorée. [avec la Yougoslavie]

Une grande nation a ces derniers temps conquis la sympathie du peuple italien : je parle de l'Allemagne. Les entretiens de Berlin ont eu pour résultat un accord entre les deux pays, sur des problèmes déterminés (...) mais ces ententes qui ont été formulées dans des procès-verbaux dûment signés, cette verticale Berlin-Rome, n'est pas une cloison étanche, c'est plutôt un axe autour duquel peuvent évoluer tous les États européens animés d'une volonté de collaboration et de paix. (...)

Je me suis jusqu'ici occupé du Continent. Il faut que les Italiens peu à peu se fassent une mentalité d'insulaires, parce que c'est l'unique moyen de porter sur son vrai plan le problème de la défense navale de la Nation. L'Italie est une île de la Méditerranée. Cette mer pour la Grande-Bretagne est une route, une des nombreuses routes, plutôt un raccourci grâce auquel l'Empire britannique accède plus rapidement à ses territoires coloniaux. (...) Si, pour les autres, la Méditerranée est une route, pour nous autres, Italiens, c'est la vie même. (...) Nous exigeons que nos droits et nos intérêts vitaux soient respectés. (...) On ne peut pas penser à une guerre entre les deux nations, et moins encore à une guerre qui s'étendrait immédiatement à toute l'Europe. Il n'y a donc qu'une solution : une entente sincère, rapide, complète, ayant pour base la reconnaissance des intérêts réciproques de chaque nation.

Mais s'il n'en était pas ainsi, si vraiment, ce que je ne veux pas admettre aujourd'hui, on méditait d'étouffer la vie du peuple italien dans cette mer, qui fut la mer de la Rome antique, eh bien ! qu'on sache que le peuple italien se dresserait tout entier comme un seul homme, prêt à combattre avec une énergie et une décision sans précédent dans l'histoire. (...) »